



DERNIERE LIGNE DROITE AVANT L'ELECTION



UNITÉ COMMUNISTE
-LYON-

Dernière ligne droite avant les élections.

Le dénouement des élections approche à grands pas. Un, ou une, nouveau leader du conseil d'administration du capitalisme et de l'impérialisme français va émerger.

Après ces élections, l'ordre bourgeois restera inchangé.

Ceci est une certitude.

Non seulement du fait des sondages, du fait des votes, mais bien du fait du jeu lui-même. Seule la naïveté politique peut permettre de croire que la bourgeoisie donne l'opportunité aux travailleurs, aux travailleuses, de la renverser par les urnes.

Car la bourgeoisie n'est pas stupide, loin de là. Elle est vive, réactive, elle anticipe. Contrairement aux discours moralistes, ce n'est nullement par méchanceté qu'elle agit ainsi, mais bien parce qu'elle est très consciente de ses intérêts de classe et très motivée à les défendre.

Elle a organisé un système de répression, un système chargé d'arbitrer les conflits en sa faveur, chargé de gérer le plus pacifiquement possible l'exploitation. Ce système est l'Etat bourgeois. Telle est sa nature, telle est sa mission.

L'Etat n'est pas neutre, n'est pas une entité coupée de la lutte des classes, flottante, une île au dessus des conflits. C'est un fer de lance de l'oppression de classe. Ceux qui pensent qu'il est possible de changer sa nature, de la bouleverser, d'en faire la conquête, sont dans l'illusion, dans un réformisme naïf. Il en est de même pour ceux et celles qui se présentent aux élections aujourd'hui.

L'élection, tel le carnaval des fous, fait vivre la croyance en la possibilité de remettre en cause le pouvoir. Ce qui se déroule, chez ceux et celles qui, à travers les urnes, pensent changer les choses est une joute illusoire. Une joute, d'un David réformiste radical contre les Goliath des partis institutionnels. Si, dans l'Ancien Testament, David vainquit Goliath dans un combat franc, à mort. Dans les élections, David - NPA / LO- porte la réforme et combat dans une arène construite par et pour Goliath.

Pour poursuivre dans la métaphore, cela revient à jouer dans un casino, à une table de joueurs tricheurs, propriétaires de l'établissement, et d'espérer néanmoins gagner.

L'Unité Communiste de Lyon, comme une grande partie des organisations communistes, a pris une position claire sur le boycott des élections.

Nous revenons un instant sur ce mot d'ordre :

Il est, dans la gauche réformiste, de bon ton de tirer à boulets rouges sur les abstentionnistes. Avec la grâce et la candeur d'un cours d'Education Civique, les militants et militantes de ces organisations expliquent doctement que ne pas voter prive du droit de critiquer le résultat des urnes. Que cette démarche est un sabotage de la lutte menée, que ce mot d'ordre fait le jeu du Front National ou d'autres hommes de paille.

N'est-ce-pas une splendide inversion de logique ? Si nous acceptons de jouer ce jeu truqué, en déclarant qu'il est valide, valable, qu'il est dans les règles, nous serions-là- moralement liés à son résultat. En d'autres termes, si nous jouons le jeu, nous devons en accepter l'issue.

Lorsque François Hollande fut élu, notre organisation n'existait pas encore. Mais ses militants portaient déjà ce mot d'ordre. La gauche qui a élu Hollande, Mélenchon y compris, avait donc donné sa voix, sa validation, à l'homme, au gouvernement, qui liquida le plus le code du travail et la protection sociale dans la Vème République.

Quelle légitimité ces porteurs du fléau ont-ils à le critiquer après coup ? Aucune.

Dans les publications de 2012, émises par nos militants, nous annoncions ce résultat. La bourgeoisie avait choisi Hollande comme son fer de lance. Le soutenir signifiait se compromettre avec lui. Voter signifiait accepter le jeu truqué. Voter signifiait donc le considérer comme légitime et démocratiquement élu.

Dans un placardage anti-électoral, daté de 1906, signé d'Albert Libertad : Le criminel c'est l'électeur, les anarchistes pointaient du doigt, avec une rare raison, ce jeu truqué. Ce texte n'est pas vieilli, n'est pas obsolète. Il est encore un *credo*, moralisateur certes, mais, sur le fond, juste.

Nous ne jouons pas les jeux truqués de la bourgeoisie, nous ne leur donnons pas notre validation.

Nous ne faisons pas mystère de notre principe : stratégie ferme, tactique souple. Nous *pourrions* participer aux élections, si notre organisation était suffisamment grande, puissante, influente. Nous le pourrions d'une manière tactique.

C'est là ce qui nous démarque de LO / NPA, lesquels clament que leur présence est tactique, mais leur discours les contredit. Dans celui-ci, ceci est présenté comme, non seulement une, mais LA stratégie de leur organisation. Derrière leur vernis révolutionnaire ne se cache que du vieux *menchevisme*, du vieux réformisme.

Un candidat communiste n'aurait de poids, d'intérêt, que dans la recherche de la rupture : dans un choc frontal avec la social-démocratie, dans un choc frontal avec les institutions, dans une dénonciation du fond et de la forme de cette élection. Cette opportunité d'agitation et de propagande devrait déboucher sur des mots d'ordre mettant en avant la démocratie populaire, les *soviets*, la dictature du prolétariat comme seule véritable démocratie. Hors, ce n'est nullement le cas. La bataille se perd dans les détails, dans les tranchées. L'idéologie communiste, qui est un scalpel tranchant, s'émousse dans les batailles de chiffres, de pourcentages, dans les détails.

Voilà, selon nous, ce qu'un candidat communiste devrait faire, non pas chercher la bataille de tranchée, la bataille économiste, mais la bataille politique, la rupture de front.

La bourgeoisie s'est prémunie contre l'arrivée de ces trouble-fêtes en mettant en place des barrières : les 500 signatures, avec une procédure encore alourdie, sont un écueil, un brise-lame. Celui-ci franchi, les frais conséquents d'une campagne ne sont pas à la portée de toutes les bourses. Il faut -comme Jean-Luc Mélenchon, comme Marine Le Pen, emprunter. Aux banques, contre des sourires narquois, contre des garanties ; à la Russie, faisant, quelque part, du parti le plus nationaliste, une cinquième colonne des intérêts russes. Belle ironie.

Si le NPA a été écrasé dans la bataille de détail qu'était ONPC, le réformiste radical Poutou a brillé au débat à 11. Capable de pouvoir mener l'offensive, plutôt que de rendre les coups, il a pu torpiller François Fillon et Marine Le Pen. Les cris d'horreur, les attaques *ad hominem* lancées contre lui par les gardiens de la réaction sont le miroir de ce succès. Les *tweets* de Luc Ferry en sont l'illustration, l'attaquant sur ses habits, sur son ton, non sur le fond de l'affaire.

Le refus d'un deuxième grand débat par Mélenchon et Macron, le premier attaqué sur la gauche par Lutte Ouvrière, le deuxième invisible, sont également le reflet de la position des partis plus imposants, laquelle est de ne pas vouloir se laisser attaquer par les "petits".

Tel le petit torpilleur s'attaquant au cuirassé, les petits candidats ont décroché des coups secs mais effrayants.

Nous ne cachons pas notre antipathie vis-à-vis du trotskisme. Que cela soit le menchevisme du NPA, le soutien qu'il apporte à des agents de l'impérialisme français en Syrie, son centrisme débilitant. Nous n'avons jamais caché non plus notre opposition à la ligne opportuniste de Lutte Ouvrière, qui soutint la police lors de ses manifestations.

Pourtant, nous rendons à César ce qui revient à César. Au cours de ce débat, ces deux intervenants furent en mesure de décrocher quelques salves bien ajustées sur les positions des "grands."

Cela a fait hurler.

Les partisans de Mélenchon ont conspué Nathalie Arthaud, dans des hululements de meute, outrés du crime de lèse-majesté commis à l'encontre de leur leader.

La bourgeoisie s'est exprimée rapidement pour insulter, colmater les brèches, contre attaquer. A ce titre, Bruno-Roger Petit, journaliste à Challenge, s'est fendu d'un article d'un ridicule achevé sur le "danger Poutou".

Sur son propre terrain, sur ses propres règles, au milieu de ses chausse-trappes et de ses pièges, la bourgeoisie hérisse déjà le poil. Pourtant la menace est faible.

Un débat suffit à l'irriter.

Rappelons-nous des campagnes anticomunistes, de calomnies, de mensonges, faites contre l'URSS et ses dirigeants. C'est le destin de tous ceux qui s'opposent à la bourgeoisie que d'en être victime. Ironie de la chose, ceux qui sont ciblés par ses articles, aujourd'hui, sont les colporteurs les plus zélés de l'anti-léninisme.

Dans quelques semaines, cette campagne sera terminée. Avant que le rideau ne retombe, avant que la scène ne soit close, un dernier tour d'horizon et quelques derniers pronostics.

Tour d'horizon des présidentielles.

Un socle, un monolithe unit les débatteurs : l'impérialisme français. Aucun ne le reconnaît, aucun ne le cible comme LE premier ennemi.

Si certains, quant à la Guyane, soutiennent la lutte, cela reste un soutien économiste. Cette lutte est présentée comme légitime, mais elle est prise sous un angle purement syndical, non sous un angle de colonialisme, de libération nationale, de lutte contre l'impérialisme. En cela, tous partagent un fond chauvin.

La question nationale, au sein de l'hexagone, est gentiment glissée sous le tapis. La question de la Polynésie, portée par Oscar Temaru, tout comme celle de Mayotte, de la Nouvelle-Calédonie, n'est abordée que sous l'angle des "avantages" qu'offrent ces possessions à l'impérialisme français, jamais sous leur vrai nom : des colonies.

Celui qui peut le plus peut le moins. Celui qui refuse d'aborder le moins n'abordera jamais le plus. La Corse, la Bretagne, le Pays Basque, pour ne citer qu'eux, sont absents des débats. Comment en serait-il autrement lorsqu'il est clair qu'aucun des candidats n'accepterait le moindre renoncement à une terre "française" ? Nous annonçons, par là même, notre intention de produire une brochure sur la question nationale dans l'Etat français.

D'une manière générale, il n'existe que deux positions sur l'impérialisme :

Celle des fiers promoteurs, qui n'hésitent pas à clamer que la France est une grande puissance, qu'elle est motrice dans l'Europe, que c'est une fierté de vendre des armes. C'est la position hégémonique au centre.

Celle, pleurnicharde, geignarde, des négateurs, qui prétendent que la France est un pays dominé. Dominé par l'OTAN, par les USA, par M^{me} Merkel. C'est la position hégémonique sur les ailes, excepté le NPA et LO, qui condamnent moralement l'impérialisme tout en adoptant une position -comme usuellement- centriste. Ou bien en soutenant "l'intervention humanitaire" ; ou en soutenant les agents de l'impérialisme français et occidental en général.

Il est fascinant de voir que le trotskisme, dont l'alpha et l'oméga était la haine contre l'URSS, s'accommode toujours très bien d'un atlantisme de bon ton.

Hormis ce bémol, tout candidat est purement et simplement un agent de l'impérialisme français.

La première position, le tour en est fait rapidement. Elle est axée autour du libre échange, du libéralisme triomphant, de la mondialisation heureuse et joyeuse. Elle est celle d'une espèce de rêve américain adapté à la France, par ailleurs l'atlantisme se confond régulièrement avec elle. Son illustration la plus parfaite est Emmanuel Macron, le banquier aux dents longues.

La seconde est biface. Elle est protectionniste, ouraliste. Si elle s'oppose au libéralisme - en façade, elle ne s'oppose pas au capitalisme en tant que tel.

La face fascisante, fascistoïde, de Mme Le Pen et de ses satellites, qu'ils soient sur des orbites stables -Dupont Aignant- ou carrément excentriques -Asselineau et Cheminade. Suppression des droits sociaux, xénophobie, fond de commerce sur la haine de l'islam et des arabes... une ligne classique.

La face sociale-chauvine, dont le tenant, Mélenchon, est régulièrement présent dans nos colonnes. Cette gauche chauvine ne peut que nous évoquer les Doriot et les Déat. Social, oui, Mélenchon l'est. Impérialiste, oui, aussi.

La nouvelle indépendance française, promue par la France Insoumise, signifie qu'elle n'était pas indépendante avant. Son obsession de la menace allemande, de l'OTAN, des USA, évoque les chauvins de la seconde internationale, internationalistes en façade, mais toujours prêts à défendre la mission civilisatrice et la supériorité de leur impérialisme sur celui des autres.

Tout comme les leçons de géographie maritime par un Jean-Luc Mélenchon devenu instituteur de la III^{ème} République : "regardez, jamais le soleil ne se couche sur la France." La fascination morbide pour les Z.E.E. étendues, pour les zones contrôlées, pour la présence sur chaque continent de l'Etat Français est révélatrice du fond ultra-chauvin et nationaliste du candidat.

Derrière les beaux discours, lorsque le vernis social s'écaille, il ne reste qu'une chose : "l'impérialisme français sera renforcé et donnera de beaux fruits." *Ite missa est.*

Et, lorsqu'il tempête, c'est contre la finance, le mauvais capitalisme, le capital apatride. Par contre, le bon, l'industriel, le patriote, apporte la richesse. Son projet n'est pas de dépasser le premier, mais de ramener le capitalisme à son "bon stade". Mélenchon, comme de nombreux réformistes, y compris des réactionnaires, veut faire tourner la roue de l'histoire à l'envers.

Bêtise ?

Nous ne pouvons le croire. Son parcours parle pour lui. Mélenchon est passé par l'O.C.I. ; l'Organisation Communiste Internationaliste ; qui porte bien mal son nom. Il ne peut ignorer les lois du développement du capitalisme, de l'impérialisme. Il ne peut ignorer ce que signifie "impérialisme français".

Donc, s'il ne le dit pas, ce n'est pas qu'il l'ignore, c'est qu'il ment consciencieusement. Pour quelle raison ? Probablement celle, commune aux trotskistes, qui est cette croyance dans le fait qu'il faut mentir aux masses.

Dans la tête des supers-syndicats.

La critique du capitalisme et la lutte des classes sont, dans cette élection, le monopole de deux forces : **Lutte Ouvrière et le Nouveau Parti Anticapitaliste.**

Cependant, cette critique reste superficielle, *trade-unioniste*, économiste, syndicale. C'est là une caractéristique des organisations trotskistes, c'est leur **apolitisme**.

L'idée maîtresse des organisations et des militants et militantes trotskistes est un rapport particulier aux masses. Dans ce cadre là, il est tout à fait possible d'inclure, par ailleurs, le duo "natriste" - National-Trotskiste- formé par Mélenchon et Corbière.

Les trotskistes considèrent que les masses sont attardées, incapables de comprendre les conceptions politiques. Qu'elles sont effrayées par ces questions et que, par voie de conséquence, il ne faut pas leur en parler. Les mots d'ordre doivent donc rester platement au niveau du vécu direct, concret, des travailleurs. Salaire, conditions de travail, oui. Plus loin, non.

Ainsi, les trotskistes, particulièrement L.O., sont maîtres dans le fait de parler aux ouvriers de leurs propres problèmes. Ils et elles font un travail d'enquête réel, et sont capables de savoir ce qui se passe dans les usines qu'ils et elles ciblent.

Mais, tandis que les communistes considèrent qu'il faut être capable, pour appliquer la ligne de masse, de reformuler et de politiser les problèmes concrets des travailleurs, les trotskistes se contentent de leur parler de ce qu'ils et elles connaissent déjà. Et pour cause ! Ce sont ces travailleurs et travailleuses qui les en ont informés. Cela n'avance pas, ne décolle pas, ne permet pas une prise de conscience politique.

Les revendications des trotskistes ne parlent donc jamais de révolution, de pouvoir de politique, mais de revalorisation du SMIC, d'interdiction des licenciements, de taxation du capital. Jamais cela ne pose la question du Parti autrement que sous une forme vague et confuse.

Ou ces revendications sont sottes : un SMIC à 1800€ se solde par une inflation qui dévore tout. Cela n'avance à rien, au lieu de créer de la richesse, cela revient à faire simplement baisser la valeur de la monnaie.

Ou elles font partie du programme de transition : des revendications qui sont impossible à satisfaire sous le capitalisme, donc qui démontrent les limites de ce système, donc qui font que les masses se soulèvent, avec colère, contre ce système et l'écrasent. Beau plan.

Dans le monde réel, non seulement les candidats ne sont pas élus, mais leur programme voué à l'échec marche dans un sens : il échoue. Il déclenche la désespérance chez les masses, brise leur combativité.

La césure entre le NPA et LO s'est vue dans leur attitude vis-à-vis de la sociale démocratie : Poutou a attaqué la droite [Fillon, Le Pen], mais n'a pas attaqué un seul instant Mélenchon. Nathalie Arthaud, quant à elle, a croisé le fer avec le leader de la France Insoumise, attaquant son programme et ses mensonges sur une illusoire VIème République.

Le premier considère la social-démocratie comme son allié, dans une tradition de "tirer vers la gauche" celle-ci, dans le fait que, *in fine* le trotskisme vit aux crochets de celle-ci ; la seconde le voit comme un traître, sans toutefois le dénoncer non plus comme cela.

Bonne ou mauvaise prestation, le résultat est le même, le jeu des bourgeois est resté un cadre valable pour la bataille politique, le 4ème mur est resté intact.

Aucun des candidats de la "gauche de la gauche" n'a brisé ce mythe et n'a dénoncé la dictature de la bourgeoisie.

Du côté du favori.

Macron, selon toute vraisemblance, est plutôt bien parti pour devenir le plus jeune président de l'Etat Français. Les capitalistes, depuis la disgrâce de François Fillon, se tournent vers lui. Lorsque Hollande demande à ce dernier de se retirer -officiellement- c'est la voix de l'Elysée, de l'Etat Français, qui exige la fin de la campagne du candidat Républicain. C'est le président du conseil d'administration des intérêts de la bourgeoisie qui s'exprime.

Fillon n'est pas un concurrent de Benoît Hamon. Il ne lui ôte guère de voix. Celui dont il grignote les plates-bandes est le candidat de *En Marche*. Ce n'est pas une attaque, en soi, contre Fillon, mais bien un appel à la raison pour faire gagner le poulain du MEDEF.

Tant le ralliement de Valls que la parole de Hollande sont donc des appels à faire élire ce candidat, contre, même, le dauphin légitime.

La bourgeoisie appelle Macron de ses vœux. Il est probable, avec le report des voix, qu'il parvienne au pouvoir. Il brûle d'impatience de servir ses maîtres, d'être leur plus fidèle laquais. **C'est son seul programme**, être leur parfait outil leur parfait moyen d'opprimer et d'exploiter.

Hamon, quant à lui, est l'enfant déshérité. Le Parti Socialiste, à travers sa primaire, l'a adoubé. Adoubé pour mieux le renier après. Fils légitime, il est pourtant abandonné par les ténors du parti, lesquels comprennent que le vent souffle dans les voiles du requin Macron.

Dépourvu d'appareil, il aura besoin de cadres expérimentés. Ceux et celles, qui, au Parti Socialiste, veulent conserver leur place, leur sinécure, se rallient dès maintenant, avant qu'il ne soit trop tard. Gérard Collomb, sénateur-maire de Lyon, premier parmi les opportunistes, à ouvert la voie. Non seulement en soutenant ouvertement le candidat de *En marche* !, mais en censurant même ses détracteurs.

Entre l'échec, la perte de places et le déshonneur, la tradition sociale-démocrate s'applique avec rigueur : trahir, s'humilier, s'avilir n'est pas un problème. Le PS ne sombre pas avec dignité, mais, tel des parasites quittant leur hôte mort, partent à la recherche d'un sang neuf à vampiriser.

Le Parti Socialiste, en tant que tel, peut survivre. Organisme primitif et lâche, digne héritier des tendances opportunistes de la seconde internationale, fusionné avec le trotskisme, son absence totale de physionomie politique peut le lui permettre. Mais il est blessé, pour le moment.

Hamon, en tant que tel, est un personnage secondaire de cette élection. Il serait hautement improbable qu'il puisse se hisser au deuxième tour.

Fillon, de favori, est maintenant le pestiféré. Les affaires se sont accumulées avec une telle intensité, avec une telle régularité d'horloge, qu'elles en ont formé un magnifique opéra. Fillon, pour notre grand bonheur, nous offre un spectacle digne du crépuscule des dieux. De scandales en scandales, de maladresses publiques en mépris glaciaux, François Fillon décroche une palme d'or des campagnes calamiteuses. Lui non plus ne sera probablement pas sélectionné pour l'épreuve finale.

Tout comme le Parti Socialiste, les Républicains devraient survivre à cette catastrophe. Le national-catholicisme, des soutiens du candidat, est un bloc solide homogène, qui ne risque pas d'être fragmenté.

Le vote des déçus de Fillon se reportera-t-il sur Le Pen ou Macron ? Mystère.

Menace ou épouvantail ?

La menace Le Pen est un fond de commerce, pour la social-démocratie pour fixer, figer le débat. "Faire le jeu du FN" est devenu une ritournelle constante, utilisée pour saper le travail des organisations refusant le jeu de la bourgeoisie. Combien de fois l'avons-nous entendu ? Combien de fois, depuis le 21 avril 2002, n'avons-nous pas eu à répondre à ces accusations ?

Certains courbent l'échine. Certains sont effrayés.

A demi-mot, les langues se délient : voter Macron serait la solution, le barrage républicain, le sursaut démocratique.

Chacun communique, mais chacun devra assumer, le temps venu, le coût politique de sa stratégie.

Nous ne sommes pas des partisans de Bordiga, pour nous la social-démocratie, la démocratie bourgeoise, libérale et le fascisme sont deux choses différentes. Nous ne les mettons pas sur le même pied et nous ne scanderions pas "Allende et Pinochet ; même combat."

Seulement, notre but est la révolution prolétarienne. Elle implique d'affronter la démocratie libérale, bourgeoise, de rompre avec elle, de s'organiser de manière indépendante. Elle implique aussi de clamer haut et fort la nécessité de ce combat.

Or, que font ceux qui tremblent devant Le Pen : immédiatement, ils et elles proclament que la république, la démocratie est menacée, qu'il faut remballer le drapeau rouge, sortir le bleu-blanc-rouge, marcher avec les démocrates et les libéraux contre le fascisme.

En somme, dès qu'un peu de tension apparaît, ils et elles se muent en démocrates plats, se réfugient derrière la police républicaine, se cachent derrière la bourgeoisie progressiste.

Dès qu'un durcissement apparaît, ils et elles se débandent et s'éparpillent en priant pour ne pas être déportés.

C'est là une manière de mal considérer les étapes.

Oui, les réactionnaires gagnent du terrain. C'est un fait. Oui, ils sont présents et leur idéologie dispose d'une assise.

Oui, la candidate frontiste dispose d'un appui dans la population.

Nous sommes dans une période de tensions internationales, de tensions liées à la crise. Nous sommes dans une période d'offensive délibérée du capitalisme, qui reprend ce qu'il a du concéder lorsque les organisations ouvrières, communistes, révolutionnaires, étaient fortes. Le capitalisme se dépouille de ses concessions : assurance chômage, assurance maladie, conventions collectives...

Nous revenons à ce que Marx identifiait comme la tendance à la paupérisation relative et absolue. Nous sommes plus pauvres qu'avant, tant relativement qu'en valeur absolue, plus précaires, plus vulnérables.

C'est dans ce contexte que les organisations de lutte, les organisations du peuple doivent porter l'offensive, doivent attaquer la bourgeoisie et son ordre injuste, doivent se mettre à la tête de la colère populaire -ce que tentent de faire les fascistes.

Et que proposent ces "antifascistes" qui ne méritent pas leur nom ?

De défendre ce système, de défendre la démocratie bourgeoise.

Non, nous ne voulons pas de cette ligne pourrie.

S'abstenir et boycotter sont une étape: mais nous avons besoin de plus !

Il n'est pas possible de mettre sur le même plan le vote et le boycott. Nous ne pouvons considérer que l'une ou l'autre des positions est strictement équivalente. Boycotter de manière revendiquée est, pour les communistes, une manière de rompre avec la démocratie bourgeoise. Elle est une manière d'inciter à la confrontation, de dénoncer ce jeu pourri, de poser les fondations d'autre chose.

Car nous devons faire plus.

L'Unité Communiste de Lyon porte le mot d'ordre d'**opposition extra-parlementaire.**

Nous considérons que nous avons une triple tâche, en tant qu'organisation communiste dans l'Etat français.

Nous en avons une dans la volonté de construire un Parti Communiste révolutionnaire, capable de pouvoir traiter les questions politiques qui se posent à l'heure actuelle au sein de l'Etat français -y compris celle de la question des nations dominées et colonisées. Nous travaillons et voulons travailler avec les organisations communistes partageant notre fond commun, à la constitution de ce Parti.

Ce travail, nous le menons également vis-à-vis des masses, en particulier ouvrières, lesquelles sont la raison d'être de notre organisation. Nous ne sommes pas des opportunistes. Nous ne sommes

pas une organisation qui a besoin des masses. Nous sommes dans la ligne de Mao : nous sommes là pour servir le peuple.

Une en tant qu'organisation voulant mener la bataille idéologique, voulant reprendre le débat traversant toutes les organisations politiques luttant contre le capitalisme, voulant permettre à un débat positif, productif, et efficace d'être mis en œuvre pour triompher. Une lutte visant également à attaquer les positions retardées ou réactionnaires, les broyer; les éjecter. A l'inverse, permettre de systématiser le positif, de systématiser l'universel, de promouvoir ce qui est juste.

Mais les bases d'une certaine unité existent déjà. Elles existent autour de lignes de démarcations simples. Le rejet de l'impérialisme français, le rejet du capitalisme, le refus du crétinisme parlementaire et du parlementarisme bourgeois.

Ces éléments simples suffisent à couler les fondations d'une opposition extra-parlementaire. Une opposition qui existe, hors des salons, hors des hémicycles, hors des bureaux de la bourgeoisie. Une opposition au sein de la société civile, formée des organisations politiques, des associations des syndicats. Une opposition qui peut s'exprimer d'une voix unique, forte.

Une opposition qui doit devenir un centre de gravité en dehors du jeu des bourgeois.

Une opposition qui combat l'hégémonie de cette classe.

Qui oppose aux jeux pourris sa démocratie : directe, populaire, impérative.

Sa légitimité : fondée sur la mobilisation des masses.

Son organisation du pouvoir : fondé sur le modèle des *soviets*.

Voici les tâches qui s'ouvrent à tous les militants honnêtes, dans cette période où le dégoût de la démocratie bourgeoise est fort, où l'abstention est imposante.

Nous devons forger l'organisation des communistes et des sans-partis.

Nous devons jeter les bases du rejet de la bourgeoisie !

UNITE COMMUNISTE

-LYON-

LIVRES DISPONIBLES :

Pour en terminer avec le mythe du PCF.

BROCHURES DISPONIBLES:

IDEOLOGIE :

Les bases du Communisme.

Le Socialisme.

A propos de Staline.

Le Maoïsme : un approfondissement incontournable du Marxisme-léninisme.

Mener la bataille idéologique.

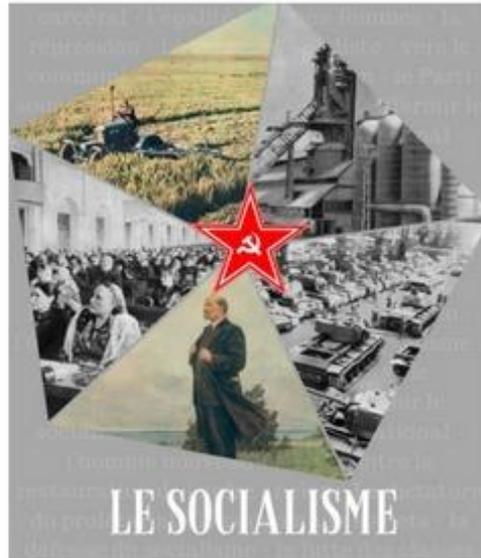
ANALYSES - DOSSIERS -INTERNATIONAL :

Les USA et le monde.

La guérilla informationnelle : le nouveau brouillard de guerre.

1986 : Tchernobyl année zéro.

Lettre ouverte à nos camarades : Kurdistan, choisir un camp, celui du peuple.



UNITE COMMUNISTE -LYON-



Unitecommuniste.fr

Unite.communiste.lyon@gmail.com

Unité Communiste Lyon

@UniteCommuniste

